

Jeudi 09 septembre 2021

NON A LA LIBÉRALISATION DE L'ÉCOLE ! CONSTRUISONS LA GRÈVE POUR DÉFENDRE LE SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION

A ceux qui veulent discriminer les jeunes, nous on répond : résistance
Contre l'exclusion des élèves non vaccinés



Bien que le passe sanitaire n'est pas mis en œuvre dans les écoles et établissements, le protocole sanitaire retenu par le ministre Blanquer introduit le principe de l'éviction des seuls cas-contact non-vaccinés. Nous nous opposons à cette mesure discriminatoire qui va créer une ambiance délétère entre élèves vaccinés et non vaccinés, pénaliser les élèves non vaccinés qui seront renvoyés chez eux et dégrader les conditions de travail des personnels éducatifs.

Nous invitons toutes celles et ceux qui n'acceptent pas cette différence de traitement à se retrouver en heure d'information syndicale pour organiser collectivement la riposte, par des communiqués de presse, des courriers aux parents ou encore par la grève. Un préavis de grève permanent est déposé par la fédération Sud éducation pour permettre et protéger toute initiative locale et spontanée. Sud Éducation 49 propose un courrier type afin d'informer les parents des établissements qui seraient confrontés à la mise à l'écart des élèves non vaccinés. Vous pouvez le télécharger en cliquant sur le lien ci-dessous ou en vous rendant sur le site de Sud Éducation 49

La lettre type ici: https://sudeducation49.org/IMG/odt/lettre_type_mobilisation_pass_sanitaire.odt

Du pognon il y'en a dans les poches du patronnat !

Pression sur le temps partiel



En juin dernier, dans le primaire, le DASEN a refusé à de nombreux collègues, leurs demandes de temps partiels pour « convenance personnelle ».

Celles et ceux qui ont tout de même maintenu leur demande et fait des recours se sont vu.e.s convoqués individuellement à l'IA pour justifier leurs demandes. A chaque fois, la.le supérieur.e qui les recevait a fortement encouragé ces collègues à renoncer à leur demande, parfois à de multiples reprises.

Plusieurs d'entre elles et eux ont obtenu en partie gain de cause mais rarement sur l'ensemble de leur demandes.

Avec ces décisions arbitraires, la hiérarchie nous inflige des brimades et contraint les personnels à mendier un temps partiel. Les « requêtes » sont traitées selon des critères obscurs, « à la tête du client ».

Quel intérêt a notre employeur à faire travailler son personnel contre sa volonté ?

Il semble évident que cette attitude nauséabonde et agressive de l'administration est une réponse aux problèmes qu'elle rencontre en matière de recrutement. Plutôt que de faire pression sur des collègues sans cesse méprisé.e.s, SUD Éducation 49 demande la mise en place d'une politique audacieuse de recrutement d'enseignant.e.s et de remplaçant.e.s ainsi qu'une politique de formation.

Qui ne saute pas, n'est pas Marseillais !

Pas de managers dans nos écoles !



En déplacement à Marseille, le Président de la république s'est livré à une véritable provocation en reprenant à son compte les refrains libéraux de transformation de l'école primaire. En résumé, les enseignant.e.s ne seraient plus affecté.e.s en fonction d'un barème lors des mutations, mais seraient directement recruté.e.s par le.la directeur.rice. Directeur.rice.s qui auraient un vrai statut hiérarchique. Comme pour la loi Rilhac sur la direction d'école, Macron et son gouvernement veulent imposer par tous les biais, des chef.fes dans les écoles.

Emmanuel Macron entend donc dénaturer profondément le fonctionnement actuel de l'école publique. Au prétexte de traiter les difficultés de l'école à faire réussir les élèves issus des familles populaires, l'annonce de cette expérimentation sur 50 écoles marseillaises comme dans « plusieurs autres quartiers de la République » et sa généralisation possible à terme remettent sur le devant de la scène la question du statut hiérarchique de la direction d'école.

Ce que nous promet E. Macron c'est une école publique alignée sur les écoles privées où tout sera géré comme dans une entreprise, or cela n'est pas notre conception de l'école. Ce que veut Macron, c'est casser l'école publique. De plus, il ajoute que ces « écoles innovantes » pourraient être généralisées. C'est une porte ouverte à l'école libérale.

Les écoles ont besoin, à Marseille comme ailleurs, d'effectifs réduits dans toutes les classes, d'un plan de rénovation des bâtiments, de personnels spécialisés de Rased et d'équipes pluri-professionnelles renforcées ainsi que d'une formation de qualité à la hauteur des besoins. Le fonctionnement de l'école a besoin de directrices et directeurs dont les tâches sont allégées et recentrées sur l'animation et la coordination de l'équipe pédagogique, d'aide administrative et de temps de décharge suffisant.

Cette annonce présidentielle opportuniste lance de la plus mauvaise des façons le débat sur l'école dans la campagne présidentielle. Elle coïncide également avec le second passage au parlement programmé en septembre de la proposition de loi Rilhac, téléguidée par le ministère et largement rejetée par la profession enseignante.

Tous ensemble, tous ensemble, Ouais ! Ouais !

Contre l'école voulue par Blanquer, construisons la grève



En 4 ans, Blanquer a considérablement dégradé le service public d'éducation. Il a montré cette rentrée encore son incapacité à faire face à la crise sanitaire. Entre les évaluations nationales dès le plus jeune âge et l'instauration d'une part de contrôle continu pour l'obtention du baccalauréat, il a imposé une évaluation permanente des élèves au détriment de la relation pédagogique qui doit unir les enseignant.e.s aux élèves. À la toute fin de l'année scolaire, Blanquer a achevé la destruction du bac national et cassé l'indispensable collégialité des écoles. Il s'apprête à démanteler l'éducation prioritaire et la

formation initiale. Chaque année, les suppressions de postes amplifient la mise sous pression des personnels. Stop !

Enseigner devient une lutte ! SUD éducation réaffirme la nécessité de mettre en place un plan d'urgence pour l'éducation qui remette l'intérêt des élèves et des personnels au cœur de la politique éducative et salariale du ministère.

L'école de Blanquer broie les élèves et les personnels : à l'inverse, SUD éducation défend sans relâche le projet d'une école plus égalitaire.

Comment changer l'école?

- Réduire la taille des classes pour enseigner autrement et favoriser la réussite des élèves.
- Titulariser, recruter davantage, former mieux, rémunérer plus.
- Gagner les moyens pour une école ouverte à tou.te.s les élèves : les élèves à besoins particuliers doivent bénéficier de l'accompagnement nécessaire à leur réussite.
- Créer un vrai secteur médico-social de l'Éducation nationale.

SUD éducation appelle les personnels à se réunir en Assemblée générale pour formuler leurs revendications et à décider des moyens d'action pour ancrer cette grève dans la durée.

Toutes et tous en grève le 23 septembre, pour défendre une école plus juste et sociale !

Retrouvez bientôt le tract intersyndical sur sudeducation49.org



Pour nous contacter
par mail contact@sudeducation49.org
par téléphone 02-41-43-19-07 (le jeudi)
Pour (ré)adhérer, c'est par là :

<https://sudeducation49.org/spip.php?article8>

Guillaume « Groncheux », Esther « Bio, ça marche bien », Anatole Strapontin maître Je(u)di, co-bureaucrate du jeudi

Si vous souhaitez vous désabonner de la liste, utilisez l'application <http://desabonnement.ac-nantes.fr>

ATTENTION : ce lien n'est plus cliquable pour des raisons de compatibilité, copiez-le dans votre navigateur